



*CERCLE D'ACTION ET DE REFLEXION ATOUR DE L'ENTREPRISE*

---

**CARE, AVEC LE SOUTIEN DE LA FONDATION FRIEDRICH NAUMANN**

**ORGANISE UN PETIT DEJEUNER – DEBAT ANIME PAR KHEDIDJA MOHSEN FINAN  
A L'ESAA – Pins Maritimes – ALGER  
Lundi 28 Juin 2010 – 09h00**

**« Le rôle et la place d'un Think-Tank dans les pays du Maghreb ».**

## **REVUE DE PRESSE**

***El Watan***  
**LE QUOTIDIEN INDÉPENDANT**

Mardi 29 Juin 2010  
Par Zine Cherfaoui

### **Les think-tanks très peu nombreux au Maghreb : Les élites phagocytées par les pouvoirs en place**

Le rôle et la place d'un think-tank dans les pays du Maghreb » est le thème d'une conférence-débat animée, hier, à l'Ecole supérieure algérienne des affaires (ESAA) par Khadidja Mohsen Finan, enseignante-chercheuse à l'Institut d'études politiques de Paris et coordinatrice du programme « Relations entre l'UE, le Maghreb et l'Afrique ».

Dans son intervention, Mme Mohsen Finan a imputé l'inexistence de think-tanks au Maghreb au sens où cette notion est généralement utilisée aux Etats-Unis ou en Europe en soulignant le fait, notamment, qu'il n'y pas à proprement parler en Afrique du Nord d'espaces publics en mesure de relayer des débats susceptibles d'influer sur les politiques publiques. Si la nature autoritaire des systèmes politiques de la région et la mauvaise qualité de l'enseignement est présentée comme l'un des principaux obstacles à l'émergence de véritables think-tanks, il reste que la conférencière a beaucoup insisté sur l'idée que les Etats du Maghreb fonctionnent selon des schémas hérités de ceux en usage en France, un pays où l'Etat et la haute administration ne font pas confiance à la société et où tout est concentré entre les mains des fonctionnaires.

« Contrairement au monde anglo-saxon où il y a une négociation et un rapport de force entre l'Etat et la société, en France, on part du principe que les idées ne se vendent pas mais s'échangent et que le bien public et l'intérêt général viennent uniquement de l'Etat », a relevé Mme Mohsen Finan. Elle fera d'ailleurs savoir qu'en plus d'être peu nombreux, les think-tanks français disposent de moyens financiers plutôt modestes – l'Institut français des relations internationales (IFRI) ne dispose que d'un budget annuel de 6 millions d'euros – comparativement à leurs homologues britanniques ou américains qui, souvent, bénéficient de plusieurs dizaines de millions de dollars.

Malgré ces multiples inerties, Mme Mohsen Finan relèvera tout de même que le Maroc dispose d'une longueur d'avance sur ses voisins magrébins dans la mesure où « ce pays, qui est connu pour son effervescence intellectuelle, a créé son espace public et dispose d'idées publiques ».

Néanmoins, elle a noté une tentation récurrente des élites ou des animateurs des think-tanks marocains de se rapprocher des décideurs. « Cette réalité ne peut se nier. La ligne est très mince entre les deux », indique Mme Mohsen Finan, avant de préciser que nombreux sont les établissements au Maroc, en Tunisie ou en Egypte qui se présentent comme des think-tanks alors qu'ils n'en sont pas en réalité. Les think-tanks, poursuit-elle, occupent les devants de la scène dans le but uniquement d'accréditer l'idée que les pays où ils sont installés ont accédé à la modernité politique. Sur ce point, la conférencière a insisté sur l'idée que la raison d'être d'un think-tank n'est pas de soutenir la politique d'un gouvernement ou d'aller dans le sens du poil, mais d'être autonome et d'entretenir une « distance » avec les pouvoirs en place.

Pour elle, un think-tank doit avoir une attitude résolument engagée et faire en sorte non seulement qu'il y ait un débat, mais que ce débat soit pris en compte par les décideurs. A mentionner qu'il existe actuellement près de 5000 think-tanks dans le monde, dont près de la moitié se trouvent aux Etats-Unis. A titre d'exemple, la Brookings Institution, un think-tank américain basé Washington D C, spécialisé dans la recherche sociale, dispose d'un budget annuel de 60 millions de dollars. Il est sans doute utile de mentionner que la conférence animée par Khadidja Mohsen Finan a été organisée par le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE), en partenariat avec le journal les Afriques et avec l'appui de la fondation Friedrich Naumann.



Mardi 29 Juin 2010 - Page 7  
Abdelkrim AMARNI

## STRATÉGIE ÉCONOMIQUE L'Algérie en panne de think tank

*Les think tanks, réservoirs de pensées, sont un instrument d'analyse des politiques publiques, notamment en matière sociale et économique.*

Trois points essentiels ressortent, selon le modérateur, des discussions, Mohamed Bouchakour, universitaire et membre du Care (Cercle d'action et réflexion autour de l'entreprise), de la rencontre-débat organisée hier, sur le thème «*Le rôle et la place d'un think tank dans les pays du Maghreb*».

Lors d'un débat organisé hier à l'Ecole supérieure algérienne des affaires (Esaa) des Pins Maritimes à Alger, animé par la Tunisienne, Madame Khadidja Mohsen Finan, chercheur à l'Institut français des relations internationales (Ifri), et néanmoins responsable du programme Maghreb et coordinatrice du programme «*Relations entre l'Union européenne (UE) et l'Afrique*», Mohamed Bouchakour a ciblé, pour sa part, trois points essentiels. Il s'agit pour le premier, d'«*identité*».

Celle-ci «*ne peut ne pas être politisée*», estime-t-il en rappelant, toutefois, que l'institution «*Think tank*» est un organe permanent et «*non partisan*.» Il se veut critique et doté de capacités autonomes et équidistantes aux décideurs politiques. Il est autonome par rapport aux pouvoirs politiques et aux bailleurs de fonds.

Le second point a trait au processus interne de fonctionnement. C'est un véritable «*laboratoire de production d'idées neuves*», a confié M. Bouchakour. Ce cabinet fonctionne sur recommandations, énoncées oralement et par écrit, pour le recrutement, notamment de chercheurs susceptibles d'intéresser les pouvoirs publics. Le think tank, rappelle-t-il, s'est manifesté positivement comme une «*réponse*» pendant la crise pétrolière notamment. «*Il s'est imposé dans les prises de position politiques.*

*C'est une vraie courroie qui favorise le dialogue entre les secteurs public et privé. Sa montée en puissance s'est avérée avec quelque 5000 organes dans le monde, surtout aux Etats-Unis alors qu'il progresse lentement ailleurs, notamment en France*», souligne-t-il. Enfin, le think tank permet «*d'influencer dans les processus publics décisionnels et de mesurer ainsi le rôle des intellectuels dans l'espace public et apprécier le comportement des élites.*»

Un think tank est une institution de droit privé au sein de laquelle se rencontrent des intellectuels, des universitaires, des chefs d'entreprise, des capitaines d'industrie et autres acteurs de la société civile. Il regroupe des experts qui émettent des idées dans le domaine des sciences sociales et disposent d'une capacité d'analyse et de réflexion internes et visent à faire des propositions de politique publique. C'est un véritable «*cercle d'analyse*» qui contribue au débat sur les réformes publiques. Leur ambition première est de «*renouveler la*

---

*pensée politique, économique et sociale.»* Selon Abdelkrim Boudra, président du Care, partenaire dans l'organisation de ce débat avec l'hebdomadaire économique Les Afriques, «*l'émergence de think tank en Algérie, notamment dans le domaine économique, est nécessaire à la promotion d'un dialogue permanent et d'un partenariat public-privé*».

Malheureusement, ce n'est pas le cas actuellement. L'Institut national des études stratégiques globales (Inesg) considéré comme une sorte de réservoir, n'a produit que deux think tank. Il s'agit des deux défunts Djilalli Lyabes et M'hamed Boukhobza, tous deux anciens directeurs de cet Institut, considérés comme les deux premiers think tanks de l'Algérie moderne.



Mardi 29 Juin 2010

Farida Belkhiri

### **Les think-tanks au Maghreb : Des institutions pratiquement inexistantes**

Les pays du Maghreb, dont l'Algérie, ont désespérément besoin d'idées neuves pour combler les lacunes et les défaillances constatées dans leurs systèmes politiques et économiques. D'où la nécessité de créer des think-tanks -ces institutions d'experts destinées à faire des études et des propositions dans le domaine des politiques publiques- qui soient porteurs d'idées nouvelles, aptes à apporter des changements.

C'est l'idée qui ressort du débat animé hier à l'Ecole supérieure algérienne des affaires, autour du «rôle et de la place d'un think-tank dans les pays du Maghreb», à l'initiative du Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care) en partenariat avec le journal des finances hebdomadaire Les Afriques et la fondation Friedrich Naumann. Les intervenants affirment que des tentatives de think-tank existent en Méditerranée mais qu'en réalité, elles ne jouent pas vraiment leurs rôles.

Des organisations se créent au Maghreb en prétendant être des think-tanks et en même temps, rejettent l'idée de se mêler des affaires de l'Etat. Or, la mission d'un think-tank est justement d'aider les décideurs politiques à améliorer leurs systèmes, à organiser la pensée politique. D'autant plus que nous vivons dans une période où la démocratie traditionnelle et les partis politiques s'essouffent, n'étant plus représentatifs», affirme la politologue Khadidja Mohsen Finan.

Celle-ci précise qu'au Maghreb, les Etats n'ont pas su capitaliser leurs élites qui sont, pour la plupart, parties ailleurs. Dans le même contexte, un universitaire d'Alger fera remarquer qu'il sera très difficile de créer des think-tanks au Nord de l'Afrique alors que nos universités ne sont plus, depuis fort longtemps, productrices d'idées. Tout en reconnaissant que ce facteur est un handicap sérieux pour l'émergence des think-tanks, non seulement au Maghreb mais dans le monde, Mme Mohsen Finan expose un autre obstacle, à savoir le refus des pouvoirs d'être à l'écoute de ces clubs de réflexion.

## LA MAUVAISE INFLUENCE FRANÇAISE

«Le Maghreb a hérité du système français. Or, ce dernier ne fait pas confiance à la société civile, ne l'écoute donc pas. Il ne donne pas non plus les moyens pour les pensées indépendantes. Vendre ses idées est très mal vu en France et par conséquent, au Maghreb», explique-t-elle. Cela dit, les think-tanks conçus dans les normes peuvent être écoutés d'une façon indirecte. Toutefois, leur influence est très difficile à être mesurée. «Nous n'avons pas d'instruments pour mesurer l'impact d'une idée nouvelle ni être sûrs qu'elle provienne vraiment d'un think-tank car généralement, les décideurs ne dévoilent pas la source de leur innovation politique», précise-t-elle.

Pour répondre aux normes, les acteurs de think-tanks ne doivent pas être décideurs, opposants ou financiers mais doivent évoluer dans la sphère politique tout en effectuant régulièrement des recherches appliquées dans la société civile. «Ils doivent observer une distance envers les décideurs sans pour autant être neutres.

Ils doivent s'impliquer pour provoquer un débat et faire en sorte que ce débat soit pris en compte, en proposant non des conseils mais des recommandations et ce, par le biais de formules lapidaires», précise-t-elle en soulignant qu'il est fort possible qu'un think-tank soit tout de même d'accord avec le pouvoir en place, par coïncidence. Mais pas dans tous les cas. «Il faut être très vigilant. Un think-tank peut être perverti. Le pouvoir peut l'exploiter pour manipuler l'opinion publique. Dans ce cas-là, il n'y a pas meilleur médiateur que l'opinion publique elle-même», conclut-elle.



Mardi 29 Juin 2010  
Par Meziane Rabhi

Estimé à près de 5 000 dans le monde, la moitié aux états-Unis d'Amérique  
Le rôle et la place d'un think tank dans les pays maghrébins

**Le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care) a organisé, hier à l'école supérieure algérienne des affaires, en partenariat avec les Afriques et avec le soutien de la Fondation Friedrich-Naumann, un déjeuner-débat sur le rôle et la place d'un think tank dans les pays maghrébins, animée par Mme Khedidja Mohsen-Finan, chercheur, responsable des études du monde arabe à l'Institut français des relations internationales (IFRI) et coordinatrice du programme "Relation entre l'UE, le Maghreb et l'Afrique".**

L'émergence des think tanks est souvent perçue comme un enjeu fondamental de la gouvernance moderne. Estimés à près de 5 000 dans le monde, la moitié aux états-Unis d'Amérique, les think tanks sont considérés comme des puissants espaces d'influence des politiques publiques et constituent sans conteste, des formes nouvelles d'expression et de documentation de la décision.

Ils sont considérés par les observateurs comme des espaces où se rencontrent des intellectuels, des universitaires, des chefs d'entreprise et autres acteurs de la société civile avec pour ambition de renouveler la pensée politique, économique et sociale. Entre centres de recherches et lobbies, les think tanks se sont multipliés en Occident, avec une augmentation de 50% depuis 2005. Qu'en est-il au Maghreb, notamment en l'Algérie ? Mme Khedidja Mohsen-Finan n'a pas "d'avis sur ce chapitre".

Elle vient juste d'entamer un travail dans ce sens. Mais selon sa grille de lecture sur les think tanks et la définition qu'elle donne de ces "cercles de réflexion", les think tanks en Maghreb sont à créer, même si des pays comme le Maroc et l'égypte se prévalent d'en avoir. "Il y a une confusion sur ce qu'est un think tank et ce que doit être un think tank", a indiqué Mme Khedidja Mohsen-Finan.

Les think tanks sont des réservoirs d'idées capables de formuler des visions prospectives. Mme Khedidja Mohsen-Finan indique que si les think tanks n'ont pas pris en France, "c'est parce que l'état et la haute administration ne font pas confiance à la société civile". C'est le cas de tous les pays maghrébins, où même la réflexion "indépendante" est très mal vue même sanctionnée en brandissant le contrôle fiscal comme une arme pour amadouer des chefs d'entreprise quelque peu critiques.

Pourtant dans un pays comme l'Algérie où l'administration et les institutions ont perdu beaucoup de leur capacité d'analyse, l'émergence de think tank est souhaitée. Le risque des think tanks est qu'ils viennent justifier les politiques publiques au lieu d'en proposer d'autres. En effet, l'un des principaux défis des think tanks est de résister à la tentation de promouvoir les intérêts de leurs donateurs. Cela peut devenir un numéro d'équilibriste périlleux, dans la mesure où il implique le maintien de l'indépendance des analyses politiques et, dans le même temps, la consolidation des financements par les sponsors.